

NEWSLETTER Novembre 2025

Droit des Assurances - Compliance assurance et transport



JURISPRUDENCE DROIT DES ASSURANCES

- **Expertise.** Si le juge ne peut fonder exclusivement sa décision sur un rapport d'expertise non judiciaire, même contradictoire, établi à la demande d'une partie, il en va différemment si les constatations et conclusions expertales portent sur un fait établi et non discuté par les parties. **(Cass.1ere civ. 15 octobre 2025 n°24-15.281)**
- **Responsabilité des dirigeants.** Le dirigeant d'une société ne pouvait pas ignorer que son activité était susceptible d'engager sa responsabilité personnelle pour absence de souscription d'une garantie décennale. Le dirigeant ne justifie pas que sa société avait la capacité d'indemniser sur ses fonds propres le préjudice qu'elle pouvait causer à ses cocontractants dans l'exécution des missions confiées. Le risque a ainsi été volontairement pris de ne pas être mesure de procéder à cette indemnisation au préjudice de ses cocontractants. **(CA Poitiers 23 septembre 2025 RG 23/02349)**
- **Plafond de garantie.** En matière d'assurance responsabilité fondée sur le mécanisme du déclenchement par la réclamation, l'article R. 124-4 du Code des assurances prévoit que les sinistres notifiés pendant la période subséquente suivant la résiliation du contrat sont couverts dans la limite d'un plafond de garantie unique, applicable à l'ensemble de cette période. Ce plafond doit être au moins égal à celui en vigueur au cours de la dernière année d'assurance précédant la résiliation, sauf stipulation contractuelle plus favorable à l'assuré. La Cour de cassation confirme l'application stricte de ce principe, en réaffirmant que cette règle s'impose, même si plusieurs sinistres sont déclarés durant cette période postérieure, ceux-ci ne pouvant donner lieu qu'à une indemnisation dans la limite d'un seul plafond **(Cass. civ. 2e, 18 septembre 2025, n° 24-10.165).**
- **Perte de chance.** Selon l'article 4 du code civil le juge ne peut refuser de réparer un dommage dont il a constaté l'existence en son principe. Le juge peut, sans méconnaître l'objet du litige, examiner l'existence d'une perte de chance d'éviter le dommage, même lorsque la demande initiale porte sur la réparation intégrale du préjudice. Dans ce cas, il doit inviter les parties à présenter leurs observations sur la question de la perte de chance. En outre, le juge ne peut refuser d'indemniser une perte de chance de ne pas subir un dommage, dès lors qu'il en reconnaît l'existence, au seul motif que la partie demanderesse sollicitait la réparation totale du préjudice **(Cass. Ass. Plénière 27 juin 2025 n°22-21812 et n°21-21146)**


JURISPRUDENCE DROIT DES ASSURANCES

- **Action d'un ancien associé contre un dirigeant.** la Cour de cassation a rappelé que l'action individuelle *ut singuli* peut être exercée par un ancien associé ayant perdu sa qualité d'associé (**Cass. com., 18 juin 2025, n° 22-16.781**).
- **Transport et animaux domestiques** - Interprétation de la notion de 'bagages' et responsabilité du transporteur - La CJUE a considéré que les animaux de compagnie ne sont pas exclus de la notion de 'bagages' au sens de la convention de Montréal, et que la limite d'indemnisation s'applique également à eux. (**CJUE C 218/24 du 16 octobre 2025**)



US CLASS ACTION Affaire Laboratory Corporation of America Holdings v. Davis, n° 22-55873

La Cour suprême des États-Unis esquive une question clé : peut-on certifier un recours collectif sans préjudice concret ? Des individus ont poursuivi la société LabCorp, alléguant que les bornes en libre-service de la société étaient inaccessibles aux personnes malvoyantes en violation de l'"Americans with Disabilities Act" et du droit californien. La US Supreme Court a refusé le 5 juin 2025 de se prononcer sur la question de savoir si un tribunal fédéral peut certifier un recours collectif en dommages-intérêts en vertu de la Règle 23 des Règles fédérales de procédure civile lorsque certains membres du groupe de plaignants ne présentent aucun préjudice. La Cour d'appel du Neuvième circuit avait pourtant approuvé la certification du recours collectif, ouvrant la voie à des dommages potentiels allant jusqu'à 500 millions de dollars par an. La décision de la Cour suprême de ne pas se prononcer laisse la question de la certification des recours collectifs US non résolue, avec des conséquences importantes pour les juridictions et pour les plaignants dont les frais de défense pourraient dissuader de poursuivre un combat légitime.

 La certification d'une action collective US est distincte du processus de recevabilité français et comporte des critères techniques propres au système américain.

SANCTIONS US et maritime :

- Les États-Unis menacent d'imposer des restrictions de visas, des sanctions économiques et une interdiction d'accès à leurs ports contre les pays qui voteraient en faveur du projet « Net-Zero Framework » de l'Organisation maritime internationale (OMI) dont l'adoption finale est prévue en octobre 2025. **Les enjeux :** l'accès aux terminaux américains, le redéploiement des flottes, le recours à des pavillons neutres, la renégociation des affrètements pour éviter les routes exposées, une augmentation des montants de primes, des modification des garanties de couverture.

SANCTIONS UE UK USA - RUSSIE

- 19 eme Paquet européen de sanctions contre la Russie visant l'importation de gaz GNL, des interdictions de ports pour 117 navires de la flotte fantôme russe, et des inscriptions de banques supplémentaires.
- Les USA sanctionnent depuis le 22 octobre 2025 les groupes Rosneft et Lukoil et toutes leurs entités. Les coûts de transport maritime de pétrole vers la Chine et l'Inde deviennent moins attractifs. Les institutions financières dont les activités sont significatives avec ces groupes subiront un préjudice du fait des sanctions secondaires.
- Au UK, depuis le 16 octobre 2025 les groupes Lukoil et Rosneft ont été désignés en vertu des lois britanniques sur les sanctions contre la Russie. Ces sociétés sont soumises à un gel des avoirs, à une interdiction d'exercer des fonctions de direction, à des restrictions de transport et à une interdiction des services fiduciaires britanniques.

COMPLIANCE - JURISPRUDENCE

- **AMF - synthèse des contrôles SPOT (Supervision des Pratiques Opérationnelle et Thématique) sur la gouvernance et le rôle des dirigeants de cinq sociétés de gestion de portefeuille. (10/2025)**

📌 Les bonnes pratiques sont similaires à celles exigées pour les acteurs de l'assurance :

- Engager la gouvernance dans le pilotage, le suivi de la gestion des risques et incidents ;
- Doter la fonction de surveillance d'un règlement intérieur définissant ses modalités d'organisation et de fonctionnement et précisant ses attributions ;
- Formaliser les niveaux de risques auxquels sont exposés les placements collectifs gérés par la SGP, et la SGP elle-même, dans des cartographies décrivant comment chacun de ces risques est analysé et maîtrisé, et actualiser ces cartographies au moins annuellement.
- Disposer d'un fichier ou d'un outil alertant automatiquement le RCCI et les dirigeants lorsque la dernière mise à jour d'une procédure ou d'une politique dépasse une durée prédéfinie ;
- Préciser dans chaque politique ou procédure la fonction de la personne en charge de la valider et la fréquence à laquelle elle doit être réexaminée ;
- Mettre en place un processus d'information des collaborateurs au regard des évolutions du corps procédural qui les concernent ;
- Mettre en place une présentation régulière par le RCCI des points saillants de ses rapports à la fonction de surveillance lorsqu'elle existe ;
- Mettre à la disposition des dirigeants un outil leur permettant d'avoir accès en temps réel à une vue synthétique de l'avancée des plans de contrôles permanent et périodique, et à leurs résultats ;
- Faire valider par les dirigeants les rapports à adresser aux services de l'AMF.



L'AMF assujettit à son contrôle les entreprises d'(ré)assurance, les intermédiaires d'(ré)assurance (IA) et leurs dirigeants sur leurs activités de CIF.
L'ACPR assujettit à son contrôle tout intermédiaire en opérations de banque et en services de paiement (IOBSP), tout assureur, tout intermédiaire en assurance (IA) et tout intermédiaire en financement participatif (IFP), sans les dirigeants à ce stade.